

déploiement d'armes plus perfectionnées. Cet argument, a souligné M. Bykov, fait ressortir un aspect crucial de toute formule de limitation des armements, à savoir le potentiel *anti-forces*. Pour M. Bykov, une façon d'empêcher la mise au point d'armes anti-forces encore plus meurtrières consiste à interdire l'essai de nouvelles armes.

M. Epstein a soutenu que l'adoption d'un accord sur l'interdiction absolue des essais nucléaires devrait constituer l'objectif primordial du Canada aux Nations-Unies. Il a soutenu que les États-Unis s'opposent à ce genre d'accord pour la simple raison qu'ils veulent mettre de nouvelles armes à l'essai. Les alliés n'étaient pas forcément d'accord avec cette position, a dit M. Epstein, mais ils ont donné leur aval afin de préserver la solidarité au sein de l'OTAN.

M. Frye a rappelé à l'auditoire que les partisans de l'interdiction absolue des essais nucléaires étaient très nombreux au Congrès américain. Mais il ne faut pas oublier, a-t-il ajouté, que la ratification d'un traité à ce stade n'empêcherait pas le déploiement de nouvelles armes anti-forces américaines, par exemple le Midgetman et le missile D-5 sur Trident. Malgré les efforts du Congrès, le gouvernement Reagan n'est carrément pas en faveur d'interdire les essais nucléaires. On a proposé un compromis prévoyant la ratification d'un traité sur la limitation des essais nucléaires et du Traité sur les explosions nucléaires à buts pacifiques (PNET), ainsi que la reprise des pourparlers sur l'interdiction absolue des essais, assortie d'un quota immédiat de cinq essais par année dans chaque bloc. Toutefois, puisque les conseillers nationaux des États-Unis en matière de sécurité affirmaient qu'il fallait exécuter des essais afin de vérifier la "fiabilité" des arsenaux, M. Frye a prédit qu'il n'y aurait probablement aucun compromis sur les essais nucléaires tant que le gouvernement Reagan serait au pouvoir.